Hebdomadaire - N° 233 - 12 juin 1975 - 4,50F

lu Montparnasse

S - FRANCE

4 Paris

D 233 MEXIQUE: LE PREMIER CONGRES INDIEN

- cen 1076

Le 5e centenaire de la naissance de Frère Bartolomé de las Casas, religieux dominicain espagnol, évêque de San Cristóbal (Etat de Chiapas) et défenseur des indiens, a été célébré l'année dernière.

A cette occasion s'est déroulé le Premier congrès indien du Mexique. Tenu à San Cristóbal de Las Casas du 13 au 16 octobre 1974, il a compté avec la participation de plusieures centaines d'indiens, pour la plupart de souche maya (600 Ts'eltales, 400 Tzotziles, 150 Tojolab'ales et 200 Ch'oles) ainsi que de trois cents blancs (dont le gouverneur de l'Etat de Chiapas, des journalistes, des missionnaires et des anthropologues). La rencontre était placée sous les auspices du gouvernement mexicain et du "Comité Fray Bartolomé de Las Casas".

La préparation du congrès a débuté en août 1973 et s'est poursuivie par un certain nombre de rencontres régionales par groupes linguistiques. Les thèmes retenus ont été progressivement ramenés à quatre: la terre, le commerce, l'éducation et la santé.

Réalisé "avec des indiens et pour des indiens", ce congrès fait date dans l'histoire du réveil de l'indianité en Amérique centrale et du Sud (cf document DIAL D 218).

Les textes suivants reprennent l'essentiel des documents rassemblés par CENCOS, Mexico, n° de décembre 1974.

(Note DIAL)

DISCOURS D'INTRODUCTION:

RESUME DE LA VIE DU FRERE BARTOLOME DE LAS CASAS (par un jeune indien Tzotzil)

"Voici la vie de Frère Bartolomé de Las Casas: il est né en 1474 à Séville, de l'autre côté de la mer. Il a été évêque de San Cristóbal, notre ville.

D'abord est arrivé sur ces terres un monsieur appelé Cristóbal Colón qui, le premier, a traversé la mer. Il a vu beaucoup d'indiens. Il s'est étonné de nos coutumes, de la terre si bonne de nos anciens. Il est allé avertir ses compagnons qui vivaient de l'autre côté de la mer. Il leur a dit qu'il y avait de la bonne terre et beaucoup de gens inconnus.

En ce temps-là, nos ancêtres avaient de bonnes organisations. Il y avait des docteurs, des ingénieurs, des avocats, des constructeurs. Il y avait des autorités comme nous aimerions en avoir.

Il est revenu avec ses compagnons pour savoir qui nous étions et pour nous brutaliser. Avec eux est arrivé Frère Bartolomé de Las Casas. Ils ont commencé à brutaliser nos anciens, à prendre leurs terres, à les faire travailler sans les rétribuer et dans de dures conditions la journée entière. Ils ont supprimé toute notre organisation sociale. Les nonindiens ("ladinos"), tous ensemble, nous ont alors traités comme des animaux.

Frère Bartolomé de Las Casas a vu que ce que faisaient ses compagnons était très mal. Alors, il a commencé à défendre les indiens. Car nous sommes tous indiens, même si nous sommes chrétiens, les indigènes aussi bien que les "caxlanes". Comme les non-indiens étaient les plus forts, ils voulaient tuer Frère Bartolomé de Las Casas parce qu'il prenait notre défense.

Il a beaucoup lutté et il a demandé aux autorités qui étaient de l'autre côté de la mer de cesser de brutaliser les caxlanes et de faire une loi reconnaissant que nous sommes tous égaux. L'évêque a fait plusieurs voyages; il a fait quatorze voyages avant d'obtenir la loi reconnaissant que nous sommes tous égaux.

C'est exactement ici, à San Cristóbal de Las Casas, que Frère Bartolomé a pris la défense des indiens. Nous connaissons tous, je pense, l'église qui se trouve à côté de Santo Domingo, en haut du syndicat; c'est là que Frère Bartolomé célébrait la messe.

Pour nous, les indiens, il est temps de commencer à réfléchir pour voir si nous avons toujours la liberté que nous a laissé Frère Bartolomé de Las Casas. Pourquoi, nous indiens Tzotziles, Ts'eltales, Tojolab! ales et Ch'oles, vivons-nous dans les régions montagneuses alors que les non-indiens habitent en ville et possèdent de grandes fermes et de belles propriétés? Mais si nous nous réclamons du droit ou réclamons nos terres, nous sommes impuissants. C'est parce qu'ils ont supprimé notre ancienne organisation. Voilà pourquoi aujourd'hui ils vont jusqu'à nous imposer nos autorités, même au niveau fédéral. Comme à Chamula, quand on nous a jetés en prison parce que nous défendions notre droit d'élire notre président municipal. Les autorités envoient des soldats contre nous pour nous faire peur. C'est pour ça qu'il y a des conflits avec les propriétaires, comme à Altamirano, quand des militaires ont mis le feu aux maisons des paysans, uniquement parce qu'ils réclamaient des terres. S'il y a des conflits, c'est parce que nos coutumes on ne les respecte pas. L'autorité n'est pas celle que nous voulons qu'elle soit. Alors, où est la liberté prônée par Frère Bartolomé?

Nous avons été victimes de l'injustice pendant cinq cents ans, et cela continue. Les injustices continuent à nous tomber sur le dos. Ils cherchent toujours à nous traiter comme des animaux parce que nous sommes indiens. Ils estiment que nous n'avons aucun droit.

Aujourd'hui, camarades, Frère Bartolomé de Las Casas n'est plus en vie. Mais c'est en son nom que nous tenons ce congrès. Il est mort et

nous n'en attendons pas d'autre. Qui va nous aider à nous défendre contre les injustices et à vivre libres? Les non-indiens, je ne crois pas que ce sont eux qui vont prendre notre défense. Le gouvernement? peut être bien que oui, peut être bien que non. Alors, qui va prendre notre défense?

Je pense que c'est nous, indiens, en nous organisant entre nous, que nous allons connaître la liberté et que nous travaillerons le mieux. C'est nous tous qui devons être Frère Bartolomé de Las Casas. C'est nous qui allons premdre notre propre défense, grâce à l'organisation entre nous. Car l'union fait la force."

I- LA TERRE

1- Vision d'ensemble

Les problèmes propres aux indiens:

Nos quatre groupes indigènes, Tzotziles, Ts'eltales, Tojolab'ales et Ch'oles, n'ont pas de terres en suffisance. En général, les terres que nous avons sont les plus mauvaises. Le problème empire, car le peu de terres que nous avons, nous devons encore le partager chaque fois entre nos descendants. D'un hectare nous en arrivons à ne plus avoir que quelques sillons.

Il faut ajouter à cela l'ignorance concernant les questions agraires et la loi sur la réforme agraire, ainsi que le manque de ressources économiques.

Nos quatre groupes demandent des terres en quantité suffisante pour vivre. Ainsi qu'une formation agricole nous permettant de conserver et d'exploiter nos terres.

Les problèmes d'oppression:

1) L'oppression institutionnelle des organismes ruraux.

Nous sommes victimes de l'exploitation et de l'escroquerie de certains fonctionnaires du DAAC, de la Commission agraire mixte, de la SAG et des membres du Ministère public.

Ils nous réclament des honoraires élevés pour un minimum de travail. En particulier les arpenteurs-géomêtres. Ils favorisent toujours celui qui paie le mieux et non pas celui qui a raison.

Nous sommes aussi victimes des lenteurs de l'administration qui nous font perdre beaucoup de temps et d'argent. Le pire, c'est qu'un certain nombre des nôtres, responsables indiens, suivent ce mauvais exemple et se transforment à leur tour en exploiteurs à l'intérieur de nos communautés.

2) L'oppression quotidienne des grands propriétaires.

Nos terres sont occupées par les propriétaires. Ils nous les prennent. Nous sommes devenus leurs esclaves. En échange de notre travail journa-lier, ils nous donnent des salaires de famine, et encore, quand ils le veulent bien. Par exemple, 3,50 pesos pour la semaine, et avec des det-tes allant parfois jusqu'à quarante semaines de travail. Dans certains

cas, on nous paie avec un coup d'eau-de-vie; nous sommes amenés à boire toujours plus d'alcool et à contracter de nouvelles dettes. Pour emprunter de l'argent, nous devons payer des intérêts au taux de 100% pour sept mois.

Les grands propriétaires utilisent la force et pratiquent le crime pour imposer leur point de vue, car ils savent bien qu'ils n'auront jamais d'ennuis. Ils ont pour eux l'argent qui leur permet d'acheter le droit et l'innocence.

Comme nous ne pouvons pas faire grand'chose contre ces diverses formes d'oppression, nous nous comportons comme si le mal était uniquement chez nous: d'où l'augmentation du nombre des querelles entre communautés à propos des terres. Mais si notre problème est celui du gouvernement et des grands propriétaires, alors la solution est sûrement de ce côté-là.

2- Accords sur la terre

Nous sommes tout à fait d'accord avec les paroles prononcées par le gouverneur concernant le respect de nos coutumes et le soutien nécessaire pour la solution de nos problèmes de terre, de commerce, d'éducation et de santé. Nous sommes aussi d'accord avec ce qu'il a dit quand il a déclaré que nous sommes libres de chercher par nous-mêmes les solutions qui nous conviennent le mieux.

Nous constatons que sa politique nous est somme toute favorable, puisque nous sommes aujourd'hui plus libres de discuter de nos problèmes et que le gouvernement de la province se montre plus intéressé que les précédents à collaborer à la réalisation de nos entreprises matérielles.

- La terre à celui qui la travaille

- 1) Nous sommes tous d'accord pour régler le problème des terres, mais en fait nous sommes très divisés: nous allons chacun de notre côté, et c'est pour ça que nous sommes faibles. Pour devenir forts, nous devons nous organiser dans chaque groupe, car l'union fait la force. Nous allons mettre au courant nos camarades qui ignorent ce qui se passe dans notre mouvement indien, en leur expliquant ce qui a été dit au cours de ce congrès.
- 2) Nous exigeons que nous soient rendues les terres communales prises à nos ancêtres.
- 3) Que les fonctionnaires du Département agraire examinent rapidement les dossiers qui sont toujours en attente. Nous exigeons que soit mis un terme à l'extorsion d'argent par les arpenteurs-géomêtres, les chefs de zone et les garde-forestiers.
- 4) Que soit créé un Bureau local du Département agraire à San Cristóbal pour faciliter les démarches concernant nos problèmes agricoles. Qu'il soit composé d'employés issus de nos quatre groupes indiens. Et surtout qu'il ait l'autorité nécessaire pour résoudre nos problèmes ruraux.
- 5) Que soit réglée devant la justice la question du barrage de Tulilzá et qu'on tienne compte de notre point de vue.
- 6) Que soit payé au salaire minimum l'indien qui travaille dans les grandes propriétés et en ville, et qu'il reçoive toutes les allocations prévues par la loi.

- 7) Que les terres stériles ne soient pas assujetties à l'impôt. Que les impôts soient justes.
- 8) Nous exigeons que le gouvernement ne fasse pas intervenir l'Armée pour régler nos problèmes. Que les problèmes soient réglés avec la communauté concernée et non pas avec l'Armée.

- Tzotziles

- 1) Tout le monde veut que le problème des terres soit réglé.
- 2) Mais l'organisation est nécessaire.
- 3) Une organisation propre aux Tzotziles.
- 4) Une organisation entre tous les groupes, pour être plus forts.
- 5) Nommer un représentant indien qui nous aide vraiment.

- Ts'eltales

- 1) Nous exigeons que la terre soit rendue à tous les indiens.
- 2) Que tous les groupes s'organisent pour être plus forts.
- 3) Qu'il y ait des représentants de chaque groupe.
- 4) Que l'organisation continue après le congrès.

- Tojolab'ales

- 1) Nous savons que nous ne sommes pas encore assez forts pour bouger.
- 2) Qu'on informe les camarades qui ignorent notre mouvement.
- 3) Nous travaillerons d'abord à nous organiser.

- Ch'oles

- 1) Que les dossiers en attente soient réglés.
- 2) Qu'on s'unisse aux autres groupes pour être forts.
- 3) Que le barrage de Tulilzá ne soit pas construit, car il y a là les terres les meilleures qui existent.

II- LE COMMERCE

1- L'injustice

- a) L'exploitation par les prix:
- Le paysan, l'indien travaille dur et il est toujours exploité parce qu'il vend ses produits à bas prix et achète à prix fort. De la sorte, notre argent et notre travail restent chez les commerçants (Tous).
- Pour nous, les commerçants et les ramasseurs sont <u>une véritable plaie</u> (Tous).
- L'exploitation par le commerce va des petites choses jusqu'aux choses de valeur. Nous sommes toujours désavantagés (Tous).
- Les trafiquants emportent nos produits, sur les marchés ou en cours de route, et ils nous les paient à leur guise (Tous).
- Ceux qui achètent les cochons nous trompent quand, par exemple, ils veulent des cochons engraissés à la farine et qu'ils paient en dessous du prix (Tous).

- Quand nous achetons ou que nous vendons des produits, on nous trompe très souvent sur les poids et les mesures (Tojolab'ales).
- Les marchands ambulants et les colporteurs nous exploitent (Tojolab'ales)
- Nous savons qu'il y a des messieurs très puissants qui en profitent et qui deviennent fort riches en volant ou en payant très bas des produits qui valent cher (Ts'eltales et Ch'oles).

NOUS DENONÇONS:

- les gros acheteurs de palmier;
- les gros acheteurs de piment;
- les acheteurs de café;
- les acheteurs de bois dans les Altos de Chiapas et en forêt;
- les acheteurs de bétail.
- Avec le bois par exemple: ils nous trompent et comme la communauté ne sait pas se défendre parce qu'elle ne connait pas ses droits, elle est exploitée. Ils pratiquent la corruption. Avant, pour chaque tronc de "caoba" qui coûte 10.000 pesos, ils nous donnaient 25 à 50 pesos. Aujourd'hui ils ne donnent plus rien et ils emmènent du bois jour et nuit par camions entiers.
- Les commerçants fixent les prix à leur guise: par exemple, le mais que nous vendons 0,50, nous devons l'acheter 3 pesos (Ch'oles et Tojolab'ales)
- La vente de l'alcool et de la bière est une source importante de profit. Très souvent, de plus, l'alcool vient en contrebande; c'est le cas de Tocoy à Huistán qui produit et fait de la contrebande (Ts'eltales, Tojolab'ales et Ch'oles).

NOUS DEMANDONS:

- l'interdiction de la fabrication et de la vente de l'alcool (Ts'eltales);
- à nous occuper nous-mêmes de la vente de nos produits en nous organisant pour cela (Ts'eltales et Tojolab'ales);
- que les autorités aient le souci du développement rural dans l'organisation du commerce (Ts'eltales);
- que la SSA interdise la vente des cochons engraissés à la farine (Tzotziles).
 - b) L'exploitation commerciale et de la force de travail
- Il y a des grandes propriétés qui nous exploitent commercialement mais de façon camouflée: on y vend du poisson et de l'alcool par exemple (Tzotziles).
- Dans les grandes propriétés, on exploite aussi notre force de travail. Nous ne gagnons presque jamais le salaire minimum; et en plus de ça, nous travaillons du lever au coucher du soleil. Comme nous le disions hier, c'est le cas par exemple de la ferme San Vicente, à Ocosingo, qui paie 3,50 pesos la semaine (Tojolab'ales).
- On nous exploite aussi comme manoeuvres sur les routes. On nous dit que nous devons offrir notre travail pour les améliorer. Mais pourquoi ne dit-on pas la même chose aux grands propriétaires? Nous serions alors tous égaux. (Tzotziles, Tojolab'ales et Ts'eltales).

NOUS DEMANDONS:

- qu'on arrête la vente du poisson dans les grandes propriétés.
 - c) Le rôle du gouvernement dans l'exploitation commerciale
- 1) Les organismes gouvernementaux du CONASUPO et du INMECAFE:
- CONASUPO vend le plus souvent des articles démodés ou inutiles pour nous (Tzotziles).
- Nous connaissons beaucoup de cas où CONASUPO et INMECAFE sont de connivence avec les ramasseurs. Ainsi, par exemple, INMECAFE ne nous prend pas notre café sous prétexte qu'il n'est pas sec; nous sommes obligés de passer par le ramasseur pour le vendre, et le ramasseur le vend au prix normal à INMECAFE. Cela veut dire que la garantie des prix ne joue que pour les ramasseurs (Tzotziles et Ch'oles).

NOUS DEMANDONS:

- que les prix soient garantis pour tous (Tous);
- que CONASUPO vende des produits de première nécessité et qu'il ne favorise pas les ramasseurs;
- qu'il y ait un contrôle officiel des prix.
- 2) Les impôts:
- Il existe des impositions fiscales privées (Tous).
- Les taxes sur les marchés sont arbitraires. Ainsi, par exemple, on nous impose de 3 à 4 pesos par panier de pommes; au marché de San Cristóbal, on nous taxe à la descente du camion sans même savoir si nous venons avec des marchandises à vendre (Tous).
- Nous voulons savoir où vont nos impôts, car nous n'en voyons guère le résultat dans nos communautés (Tous).
- Nous constatons souvent que les gros commerçants ne paient pas autant d'impôts que nous (Tous).

NOUS DEMANDONS:

- qu'on supprime les impôts qui ne sont pas reversés au profit de la communauté.
- 3) Les prêts et les intérêts injustes:
- L'autre grande affaire commerciale, ce sont les prêts à intérêt.
- Quand nous sommes dans le besoin, on nous échange un sac de café contre un de maïs.
- On nous paie 100 pesos le sac de café qui en vaut 600.
- Les prêteurs nous donnent del'alcool; ils nous trompent; quand ils voient qu'on est soûls, ils nous jettent en prison et nous devons payer une amende: c'est comme ça que le prêteur gagne de l'argent, le juge aussi, et les geôliers également.
- Les prêts sont à taux d'intérêt élevé; il peut aller jusqu'à 100% pour sept mois.

2- Accords sur le commerce

- L'égalité et la justice des prix

- 1) Nous voulons un marché indien, c'est-à-dire que ce soient nous les acheteurs et les vendeurs; un marché organisé dans chaque commune, de Rancherías à Colonias et Parajes, avec les produits rassemblés dans des magasins à nous pour que nous puissions acheter et vendre nos produits entre Ts'eltales, Tzotziles, Tojolab'ales et Ch'oles. Que le CONASUPO nous ravitaille en produits de première nécessité mais sans nous exploiter, et qu'il achète directement chez nous à des prix garantis.
- 2) Nous voulons organiser des coopératives de production et de vente pour nous défendre contre les ramasseurs et pour que les bénéfices ne sortent pas de la communauté.
- 3) Nous exigeons que INMECAFE ne passe pas par les ramasseurs et qu'il nous achète notre café à des prix garantis auprès du représentant élu par la communauté.
- 4) Nous voulons étudier attentivement le problème des boissons alcorlisées car nous savons que l'alcool est mauvais quand il devient un moyen d'exploitation. C'est grâce à l'alcool qu'on nous vole nos terres, qu'on nous trompe en permanence, qu'on nous méprise et qu'on vient à bout de notre santé. Nous allons étudier attentivement ce problème en groupes.

- Tzotziles

- 1) Nous avons besoin de mieux nous organiser du point de vue commercial. Pour l'achat et la vente de nos produits, nous devons nous organiser en communauté, entre communautés et sur le plan de la municipalité.
- 2) Noûs devons avoir notre propre marché indigène dans chaque municipalité et vendre les produits indigènes sans percevoir d'impôts; mais si les non-indiens viennent vendre leurs produits chez nous, alors ils doivent payer des impôts.
- 3) Au lieu de mal vendre nos produits à San Cristóbal, il vaut mieux les mettre sur le marché dans nos communautés.
- 4) CONASUPO doit continuer d'exister mais pour vendre des produits de première nécessité.

- <u>Ts'eltales</u>

- 1) Nous avons besoin d'organiser notre commerce à nous, mais l'organisation doit se faire à partir des fermes, des colonies agricoles pour arriver à la vente en commun de nos produits.
 - 2) Il nous faut un magasin pour rassembler nos produits.
 - 3) CONASUPO doit continuer d'exister mais sans nous exploiter.
 - 4) Il faut en finir avec le trafic des marchands d'alcool et de bière.
 - 5) Que les prix soient fixes pour les produits.
- 6) Qu*il y ait des routes pour nous permettre d'aller vendre nos produits.

- Ch'oles

- 1) Nous avons besoin de nous organiser pour régler les problèmes du commerce et l'organisation doit se faire à partir des colonies agricoles.
- 2) Les prix doivent justes; ils doivent être fixes: café, haricots noirs, riz et maïs.
- 3) Interdiction de la vente d'alcool et de bière.
- 4) Il faut qu'on s'aide pour organiser le commerce entre nos quatre groupes.

- Tojolab'ales

- 1) Nous avons besoin d'une organisation commerciale sur la base d'un marché indien commun aux quatre groupes des Tzotziles, Ts'eltales, Tojolab'ales et Ch'oles.
- 2) Il nous faut un magasin indien pour entrepessr nos produits.
- 3) CONASUPO doit continuer d'exister et nous fournir des produits de première nécessité.
- 4) Il faut des prix justes à l'achat et à la vente.
- 5) L'alcool ne doit pénétrer dans aucune communauté car c'est un commerce malfaisant.

III- L'EDUCATION

1- Résolutions par groupes

-Tzotziles:

- Que nous soyons mieux organisés pour aider la communauté. Nous ne voulons pas d'instuteurs non-indiens qui ne connaissent pas notre langue.
- Nous voulons des instituteurs indigènes.
- Nous voulons que l'instituteur respecte les coutumes de la communauté.
 L'instituteur ne doit donner d'amende quand une fille qui est à l'école se marie.
- L'instituteur ne doit pas se soûler ni donner le mauvais exemple.
- Il faut immédiatement dénoncer les instituteurs qui donnent le mauvais exemple à la communauté par leur mauvaise conduite.
- Qu'il y ait un comité indépendant chargé de veiller au bon travail de l'instituteur et à sa bonne conduite au milieu de la communauté.
- Qu'il y ait une publication en langue tzotzil pour nous informer et nous permettre de communiquer entre nous.

- Ts'eltales:

- Qu'il n'y ait pas d'instituteurs incapables dans les communautés.
- Que les instituteurs en place sachent respecter les communautés.
- Que les écoles soient des écoles agricoles pour nous enseigner la façon de cultiver la terre.
- Qu'il y ait un comité de vigilance élu par la communauté pour veiller au bon accomplissement du travail de l'instituteur et au respect de la communauté.

-Tojolab'ales:

- Qu'il y ait un centre d'intégration sociale qui nous propose toutes sortes de connaissances comme par exemple la couture, la menuiserie, la culture...
- Ce centre devrait favoriser l'organisation indienne.
- Que les instituteurs soient indiens, qu'ils enseignent dans notre langue, mais aussi en espagnol.

- Chioles:

- L'éducation est absolument nécessaire mais elle doit correspondre aux besoins de la communauté.
- Qu'il y ait des instituteurs de l'INI comme ceux qui travaillent à Tila et à Tumbalá, car ils font très bien l'affaire et respectent la communauté.
- Il ne doit pas y avoir d'instituteurs non-indiens car ceux-ci n'enseignent que des choses sans utilité pour la communauté et ne donnent pas une vraie éducation.
- Nous voulons des instituteurs indiens qui respectent notre culture car notre culture n^{\dagger} est pas mauvaise.
- Pour les adultes, il faut une éducation qui aille avec leur travail.
- Nous ne voulons pas que l'instituteur soit en même temps commerçant.

2- Accords sur l'éducation

- Rénover l'éducation de nos enfants

- 1) Nous voulons qu'on forme des instituteurs qui enseignent dans notre langue et connaissent nos coutumes, mais qui enseignent aussi en espagnol. Nous ne voulons pas d'instituteurs qui ignorent notre langue et nos coutumes.
- 2) Nous voulons que nos communautés et nos coutumes soient respectées. Nous voulons que l'instituteur nous apprenne nos droits de citoyens. Nous voulons qu'il apprenne à la communauté qu'elle a des droits. Nous ne voulons pas que les instituteurs soient en même temps commerçants. Nous ne voulons pas qu'ils se soûlent.

Nous ne voulons pas qu'ils donnent le mauvais exemple.

Nous ne voulons pas qu'ils donnent d'amende quand une fille de quinze ans qui va à l'école se marie.

Nous ne voulons pas qu'ils soient paresseux.

Nous voulons que l'instituteur se mette au service de la communauté.

- 3) Nous voulons que nos communautés s'organisent mieux, qu'il y ait un comité indépendant des instituteurs et élu par la communauté pour veiller au bon accomplissement du travail de l'instituteur.
- 4) L'éducation et l'instruction sont absolument nécessaires, mais elles doivent favoriser l'amélioration de nos conditions de vie et correspondre aux besoins de la communauté: l'élevage, l'intégration sociale, les plantations, la maçonnerie.
 - 5) Qu'il y ait une publication indienne dans nos quatre langues.

D 233-11

Accords sur la santé: la santé c'est la vie!

- 1) Nous avons besoin de nous organiser dans la communauté pour nous occuper de la santé.
- 2) Nous voulons que la médecine de nos anciens ne soit pas perdue. Il faut apprendre à connaître les plantes médicinales afin de nous en servir pour le bien de tous.
- 3) Nous demandons qu'il y ait des hôpitaux dans les grands villages indiens et que les communautés plus petites reçoivent la visite d'infirmiers indiens connaissant les deux médecines, celle des comprimés et celle des plantes, de sorte que la médecine soit accessible à tous.
- 4) Que soit interdite la vente de médicaments telle que la pratiquent les commerçants, car ils trompent bien des gens sur les prix et sur la date limite de vente.
- 5) La tuberculose existe dans de nombreux endroits de notre région. Nous demandons qu'on organise une campagne efficace de lutte contre la tuber-culose.
- 6) Que l'éducation parle de la santé: les moyens d'éviter les maladies, les mesures d'hygiène, les deux sortes de médecine qu'il ne faut pas mélanger.

DISCOURS FINAL: CONTINUATEURS DE LA LUTTE DE ZAPATA

(par Armando Soriano, indien Náhualt du centre du Mexique, Etat de Morelos)

"Je viens du pays d'Emiliano Zapata, de Rúbén Jaramillo, de José Solís, ces indiens paysans qui luttent pour le pauvre, qui luttent avec nous pour la terre et qui aujourd'hui en sont morts. Mais leur idéal n'est pas mort. Il vit. C'est leur idéal que je vous apporte. L'idéal qui est notre message à nous, indiens paysans de Morelos.

Tout comme vous, nous avions nos dieux, nos coutumes, la terre, l'eau, jusqu'à ce qu'arrivât le blanc, l'espagnol, et qu'il nous eût pris nos coutumes, changé nos dieux, volé la terre et l'eau. Jusqu'à ce qu'arrivât Emiliano Zapata, en 1910, et qu'il eût pris les armes. Derrière lui se levèrent les indiens du peuple de Morelos. Avec lui ils luttèrent pour reprendre la terre. Pour notre malheur, ce furent les partisans de Carranza (1) qui triomphèrent et Zapata, trahi, mourut. Et pour l'indien, pour le paysan de Morelos, rien ne fut entrepris.

Jusqu'à ce qu'arrivât Lázaro Cárdenas(2). Il nous donna des terres, et encore des terres. Il nous donna l'eau... mais bientôt commencèrent à arriver des sociétés étrangères qui commencèrent à acheter des terres à bas prix, en profitant de l'indien et du paysan qui étaient dans le besoin. Et ils commencèrent à installer des élevages de poulets. Et notre eau potable s'en fut pour les poulets avec lesquels les sociétés étrangères faisaient du commerce et font du commerce.

(1) Président de la République en 1917 (N.d.T.)

(2) Gouverneur de l'Etat de Michoacán, puis président de la République de 1934 à 1940 (N.d.T.)

Ensuite vinrent les nouveaux riches, produits de la Révolution mexicaine de 1910, qui commencerent à acheter des domaines. Ils commencerent à constituer leurs domaines, à voler l'eau pour arroser leurs grands jardins. Ils se mirent à construire des piscines dans leurs propriétés pour pouvoir se baigner pendant les week-ends. Et nous, les peuples indiens de Morelos, nous commençâmes à manquer d'eau, à connaître de nouveau la soif. A cause de la soif nous commençames à nous dresser les uns contre les autres, indien contre indien, pauvre contre pauvre, peuple contre peuple, et nous commençâmes à nous diviser.

Jusqu'à ce que nous rendîmes compte que nous devions nous unir, que nous devions nous organiser et que, unis et organisés, nous luttions... et cessions de nous dresser les uns contre les autres. Unis; nous allames voir le gouverneur, et le gouverneur nous déclara que l'eau appartient à la nation; que la nation réglemente la distribution de l'eau; qu'elle fait payer son utilisation; que les riches payaient l'eau alors que nous, les indiens, les pauvres, les paysans, le peuple, nous ne payions pas l'eau. Si les riches avaient de l'eau pour leurs jardins, leurs piscines, leurs poulets, c'est parce qu'ils la payaient. Tout cela était donc légal. Mais nous déclarâmes que la loi n'était pas juste.

Ils ne tinrent jamais compte de nous. La loi n'était pas juste et nous voulions pas la respecter puisqu'elle permet que les riches aient de l'eau et les pauvres non. Après avoir dépensé beaucoup d'énergie et beaucoup d'argent, après avoir lutté pendant des années, nous n'obtînmes rien, si ce n'était des promesses et de la paperasse.

Alors nous nous rassemblâmes et nous déclarâmes: "Qu'allons-nous faire?". Et le peuple déclara: "Nous allons couper l'eau. Nous allons couper l'eau aux riches car l'eau est à nous. Si nous ne la prenons pas nousmêmes, qui nous en donnera?" Et le peuple uni alla et coupa les tuyaux. Le riche se rendit chez le gouverneur. Le gouverneur vint nous voir et nous déclara que nous avions violé la loi, que nous étions hors-la-loi. Nous lui répondîmes que le peuple avait soif et que si c'était là se mettre hors la loi, quand nous ne faisions rien d'autre, alors il faudrait agrandir les prisons car nous étions dix mille indiens qui ne pourraient pas tenir dans les actuelles prisons trop petites. Le gouverneur n'agrandit pas les prisons et n'y jeta personne d'entre nous parce que nous étipns unis, parce que nous étions organisés.

Camarades, maintenant que vous êtes en train de vous organiser, je vous déclare que les peuples de chez nous, indiens comme vous, vont le savoir. Ils vont savoir ce que vous êtes en train de faire. Ils vont savoir quels sont vos problèmes, comme chez ceux de Chamula. Ils vont savoir que vous luttez. C'est nous qui allons leur dire.

Camarades, nous les indiens, nous sommes heureux de savoir que les indiens d'ailleurs sont en train de s'organiser. L'indien se grandit quand il sbrganise, quand il est devient assez fort pour exiger ses droits.

Camarades, voici mon seul souhait: organisons-nous et en avant! Je vous remercie. "

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Commission paritaire de presse nº 56249

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

> Abonnement annuel: France 140F - Etranger 150F (avion: tarif Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

D 233-12/12

/spécial)